



# ***Vigilance antifasciste***

***Bulletin du groupe de travail "extrême-droite"***

***n°2 Août 2023***

- **Présentation du groupe**
- **Articles publiés sur le site <https://gauche-ecosocialiste.org/> (mai – août 2023)**
- **De nos correspondants : faits et méfaits de l'extrême-droite**
- **Débat sur le terme de « fascisation »**
- **Fiche technique : le féminisme d'extrême droite**
- **Note de lecture : Pourquoi l'extrême-droite domine la toile, Le grand remplacement numérique, Achraf Ben Brahim, éditions de l'Aube et Fondation Jean Jaurès, Paris, 2023.**



*Ce bulletin est également disponible en pdf, sur demande à : [mathieu.dargel@gmail.com](mailto:mathieu.dargel@gmail.com)*

## PRÉSENTATION DE NOTRE GROUPE DE TRAVAIL

Tant qu'il le faudra.

La décision de créer un groupe de travail interne à notre organisation, composé de camarades de Paris et de régions a été prise lors de notre réunion nationale de juin 2022. Il a commencé à fonctionner dès le mois de septembre, sur la base de réunions mensuelles.

Il a pour objet de présenter des analyses et réactions sur la situation de l'extrême droite et des droites extrêmes, de préparer des argumentaires et de former des militants et militantes de la GES sur cette question.

Il revient au Groupe de Travail d'impulser un travail de réflexion et de formation au niveau des régions des départements et ou des villes (ex : contre-argumentaires, réflexions sur les stratégies d'implantation de l'Extrême-droite, ses liens avec les forces de police locales ou avec certaines structures de l'Etat.).

✓ Parce que l'ensemble des structures de la GES sont concernées par cet aspect politique de notre activité militante.

✓ Parce que l'antifascisme n'est pas, pour nous, une fin en soi, mais demeure nécessaire tant que l'extrême droite, le fascisme et ses racines ne seront pas éradiqués.

Nous proposons à toutes celles et tous ceux qui veulent agir contre l'extrême droite de commenter, augmenter, corriger et partager des informations, de se former, d'informer et de transmettre. Nous avons à cœur d'analyser et d'alerter notre organisation, de travailler avec d'autres, de ne pas perdre de vue que l'activisme antifasciste ne doit pas être un entre-soi viriliste mais au contraire de créer et de stimuler un mouvement de résistance et de vigilance contre le fascisme.

Nous alimenterons le site de la GES autant qu'il le faudra et porterons nos analyses dans l'organisation et nous proposerons des formations aux militantes et militants de la GES.

## INTERDICTIONS ? DISSOLUTIONS ? GRANDE CONFUSION !

10 juin 2023

*La recrudescence des actes et provocations de l'extrême-droite, au début mai, sur laquelle il n'est pas besoin ici de revenir en détail, a provoqué un grand émoi chez les commentateur-trice-s de toute espèce, qu'ils soient journalistes ou politiques. Comme si l'on découvrirait soudain le pouvoir de nuisance de « l'ultra-droite », catégorie policière inventée pour éviter de nommer avec précision cette nébuleuse de groupuscules, parfois rivaux, parfois adversaires, parfois alliés ou supplétifs du Rassemblement National et de Reconquête.*

Il est vrai que l'apparition de quelques centaines de néo-nazis, tout de noir vêtus, défilant dans les rues de Paris, ou la parade des fleurs de lys défiant la « gueuse » au prétexte de rendre hommage à Jeanne d'Arc, ne pouvait que surprendre toutes celles et ceux qui levaient les yeux au ciel quand on leur parlait de exactions de plus en plus fréquentes et violentes de groupes identitaires dans les rues de nombreuses villes en France depuis plusieurs mois ou qui préféraient pérorer sur « l'écoterrorisme » en œuvre à Sainte Soline ou sur le caractère anti-républicain de la NUPES.

Cette émotion superficielle, ces indignations à retardement, ces doctes débats de plateaux télévisés ont représentés une aubaine pour le gouvernement et, en particulier, Gérard Darmanin. On allait voir ce que l'on allait voir. Et de rappeler que certains de ces groupes violents avaient été diligemment dissous par le passé... avec le succès, bien souvent plus que mitigé, que l'on connaît quand on voit, par exemple, à quelle vitesse les Zouaves Paris s'étaient reconstitués sous la forme du GUD renouvelé ou que Génération Identitaire n'avait eu aucun mal à essaimer sous formes de nombreuses franchises régionales. Et d'annoncer, à grands roulements de tambours, qu'on allait demander aux préfets de prendre des arrêtés d'interdiction de toutes nouvelles manifs comparables à celle du 6 mai et refiler la patate chaude à la justice. Quitte, d'ailleurs, à prendre le risque de se voir désavoué par cette même justice et à procurer quelques petites victoires à bon marché à l'Action Française, par exemple, tout émoussillée de voir finalement son hommage à la Pucelle autorisé par le juge des référés.

Bref, beaucoup de bruit pour rien et, en passant, la validation de l'usage des drones pour surveiller les manifs « susceptibles de troubler l'ordre public » mesure dont on sait bien à quelles occasions elle sera mise en œuvre !

La poussière n'arrétant pas de voler, elle a tout de même fini par atteindre le Rassemblement National, quand deux de ses principaux fournisseurs d'outils de communication, amis de jeunesse de Marine Le Pen, trésoriers de son micro-parti « Jeanne » et dirigeants du GUD des années 90, Axel Loustau et Olivier Duguet ont été repérés paradant ouvertement à la manifestation

du 6 mai. Colère de Marine Le Pen, malaise de Jordan Bardella, divisions dans le groupe parlementaire RN quant à l'attitude à tenir vis-à-vis de ces encombrants prestataires de service, trop biens au fait des petits secrets du RN... Pour la minorité présidentielle, l'occasion était trop belle, elle allait pour une fois détourner ses canons de la NUPES et de la France Insoumise, et viser le Rassemblement National.

Et là, on a rarement entendu plus grande cacophonie... Elisabeth Borne commence par déclarer, sur Radio J, le dimanche 29 mai, que Marine Le Pen est une héritière de Pétain, pour être « recadrée » dès le lendemain par Emmanuel Macron, qui juge que rappeler le passé n'est pas la bonne façon de combattre le RN. Il est, à son tour, « recadré » par Bruno Le Maire qui insiste alors sur la continuité entre les fondateurs du FN et l'actuel Rassemblement. Notre Président est alors contraint de faire machine arrière, concédant qu'il avait juste voulu insister sur le fait qu'il fallait s'opposer à la politique et au programme actuels du RN, sans culpabiliser ses électeurs en les traitant de fascistes. Aurore Bergé (experte bien connue en antifascisme) semble mettre un point final à cette séquence en expliquant que le meilleur moyen d'apparaître comme le meilleur opposant au RN étant de valoriser l'action du gouvernement...

Immense embarras et grande confusion ! Il ne faut tout de même pas oublier toutes les compromissions de la Macronie qui n'a pas hésité à favoriser l'élection de plusieurs députés RN, qui a permis l'accession de deux d'entre eux à une vice-présidence de l'Assemblée Nationale, qui n'a pas tari d'éloges sur la « responsabilité » de ses élus lors des débats sur la réforme des retraites. De même, les gages donnés depuis plusieurs années à l'extrême-droite sont assez nombreux, interview d'E. Macron à Valeurs Actuelles, semi-réhabilitation de Pétain à l'occasion du centenaire de l'Armistice de novembre 1918, reprise par divers ministres de propos équivoques sur l'islamo-gauchisme ou la lutte contre le « wokisme », pour que l'on s'interroge sur la réelle volonté de combattre le RN ou sur la bien plus réelle volonté de s'emparer de ses thèmes de prédilection, sécurité, immigration, décadence et de les intégrer dans le débat public. La loi Immigration en préparation par Gérard Darmanin, ou les mesures qui visent à culpabiliser et à marginaliser toujours plus les demandeurs d'emploi ou les plus précaires, en sont des exemples frappants, à relier aux pratiques de moins en moins démocratiques et de plus en plus répressives à l'encontre de toutes les formes d'opposition.

Que les choses soient claires, la lutte contre l'extrême-droite sous toutes ses formes, contre cet ensemble qui va du Rassemblement National aux groupuscules les plus violents et les plus ouvertement racistes n'est pas une question morale. Les appels aux interdictions de manifester ou à la dissolution de telle ou telle structure ne peuvent être considérés qu'avec la plus grande prudence, faute de quoi il serait si simple de les retourner contre l'ensemble du mouvement social. La

lutte contre le RN et ses alliés doit être menée sur plusieurs plans. Tout d'abord l'exigence d'enquêtes sérieuses et d'application de la loi à chaque acte de violence contre des personnes ou des organisations politiques, sociales, associatives, comme celles qui se succèdent quasi quotidiennement, sans interruption depuis plusieurs mois. Et dans ce cadre, les éventuelles mesures de dissolution doivent être réellement suivies d'effet. La dénonciation des campagnes de haine sur les réseaux sociaux et le soutien apporté à leurs victimes, doivent être organisés localement aussi bien que sur le plan national dans la plus large unité possible.

Plus généralement, le simple rappel historique, l'agitation rituelle de l'épouvantail du fascisme ou du nazisme ne saurait tenir lieu d'orientation politique. La lutte contre le RN, l'antifascisme, nécessitent aujourd'hui une articulation complète. Il nous incombe d'élaborer un récit politique crédible à opposer à celui, simpliste et fallacieux, de l'extrême-droite, de démontrer que la guerre des pauvres contre les pauvres, telle qu'elle est mise en place par les mesures contre « l'assistanat » ou « les migrants » accentue la division sociale, l'isolement et la marginalisation. Déconstruire sans cesse le discours de l'extrême-droite, mettre en lumière ses mensonges et ses outrances, la violence qui s'exprime tant en paroles qu'en actes contre des cibles toujours plus nombreuses, sans oublier de faire le lien avec le passé et les exemples de résistance, recréer du lien social et militant autour d'initiatives unitaires sont les tâches auxquelles nous devons faire face.

Les initiatives, colloques, concert, manifestations, qui ont accompagné les commémorations du dixième anniversaire de l'assassinat de Clément Méric, sont un premier pas dans ce sens, mais nous nous heurtons encore aujourd'hui à un sentiment d'incrédulité, d'impensable, devant une possible arrivée au pouvoir du RN en France. Les exemples des pays nordiques, d'Israël, d'Italie et la poussée de partis d'extrême-droite dans plusieurs autres pays européens devraient pourtant nous inciter à recréer les cadres unitaires qui donneront tout leur sens aux débats, formations et mobilisations nationales et internationales, dont l'urgence est de plus en plus pressante.

## **VENER ET DETER CONTRE LE RN ET L'EXTRÊME DROITE**

10 Juin 2023

*Nous n'étions pas loin de 100 participant-e-s, à la réunion débat du 2 juin, dans la commune de Chantepie qui jouxte Rennes. Le sujet : Le RN, LA SOLUTION ? L'affiche d'appel, avec la gueule de Marine Le Pen, et cet intitulé avait interpellé, et même quelque peu choqué... Le groupe de préparation en assumait bien sûr le contenu.*

Cette initiative venait des groupes d'action de la FI de Chantepie et de Rennes sud, rejoints par des militants d'EELV et du PS et finalement soutenus officiellement par Générations et PC. Donc c'est sous la banderole de la Nupes que sont intervenus, le maire PS de la commune M Dreuslin, le sénateur EELV Daniel Salmon non prévu et vite reparti, un militant du Mrap et de Visa, une représentante du collectif féministe Nous

Toutes, Yves Juin de la FI, pour une histoire locale des luttes anti fasciste et anti raciste et en conclusion le député FI Frédéric Mathieu. Le tout animé par Juliette Co-porte-parole de la FI Rennes Métropole qui faisait en quelque sorte son baptême du feu.

Depuis la décision de principe de tenir cette rencontre il y a un an, bien des événements ont montré la vraie nature de ce parti d'extrême droite, y compris à l'Assemblée Nationale, malgré sa stratégie de dédramatisation. Pour les plus anciens des antifas et antiracistes, pourtant peu de nouveauté sous le soleil, mais maintenant, il faut démasquer " la bête immonde". Et en plus, l'ampleur du succès électoral du RN, "encourage" les exactions des groupuscules, y compris sur des zones peu favorables pour eux comme en Bretagne : St Brévin, Callac, St Senoux, Rostrenen, Rennes etc...

Et il y a aussi des situations délicates comme à Bruz, dont nous a parlé notre camarade Jean Boutin, conseiller municipal. Le cynique Darmanin voudrait imposer à cette collectivité locale un accueil d'exilés, même dans des conditions déplorables pour "délester" l'Ile de France avant les événements sportifs internationaux prévus. Le chef local du RN, évidemment s'est empressé d'instrumentaliser la question.

Cette soirée a donc permis un début d'analyse partagée, elle doit se poursuivre et s'amplifier. Évidemment à la clé se posent les modalités d'intervention pour lutter contre ce poison mortel. Cette réunion doit être un signal. Elle a d'abord démontré qu'elle était utile, que la gauche était unie sur cette question et que la Nupes doit être à l'offensive, mais pas seulement la FI.

Les participant-e-s, ont évoqué la possibilité (volonté) de créer un comité de vigilance local contre l'extrême droite, cela veut impliquer de fédérer les forces disponibles existantes. On s'est aussi rappelé l'importance de Ras le Front, dans une période précédente.

Il faut souligner le sérieux des organisateurs pour protéger la réunion contre d'éventuels perturbateurs. C'est clair, ces adversaires ne nous feront pas de cadeaux... Mieux vaut le savoir et prendre des précautions.

Correspondant GES 35  
P.S. Preuve de l'importance de la lutte contre le danger fasciste : dans la nuit du 5 au 6 juin, 5 militants FI, collant des affiches sur l'agglomération rennaise ont été agressés à coups de batte de baseball et de barre de fer par des nervis d'extrême-droite.

## **CINQUANTE ANS APRÈS LE 21 JUIN 1973, LE COMBAT ANTIFASCISTE TOUJOURS D'ACTUALITÉ**

28 juin 2023

*Il y a cinquante ans, la manifestation du 21 juin 1973, organisée par la Ligue Communiste et d'autres organisations de ce que l'on appelait alors « l'extrême-gauche » représentait le point culminant de l'affrontement physique entre ces forces politiques et l'appareil d'Etat.*

Nous présentons ici quelques extraits du chapitre 11



de « C'était la Ligue » d'Hélène Adam et François Coustal, coédité en 2019 par Syllepse et Arcane 17, ainsi que quelques souvenirs de l'un des principaux organisateurs de cette manifestation, l'un des responsables du Service d'Ordre Central de la Ligue Communiste, Michel Angot.

« Cinquante ans plus tard, l'épisode du 21 juin 1973 peut paraître étonnant, voire insensé. Pour comprendre, il est donc, particulièrement important de le resituer dans la situation politique de l'époque et les dynamiques militantes à l'œuvre. La situation politique est celle d'un monde en proie à la violence : chaque semaine, les B-52 américains déversent napalm et « agent orange » sur le Vietnam. En Espagne, le franquisme continue à exécuter ses opposants. Depuis le coup d'Etat des colonels en 1967, la Grèce vit sous un régime de dictature militaire. Le Chili de l'Unité populaire connaîtra, en juin 1973, une première tentative (manquée) de coup d'Etat militaire. En Italie, le mai rampant s'apprête à déboucher sur les années de plomb. Les dynamiques militantes sont celles de la reprise, à la lumière de Mai, des débats stratégiques sur la révolution, les conditions de la révolution, l'affrontement avec l'Etat.

En France même, la répression des grèves et des manifestations est monnaie courante. Le Ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin a doté CRS et gardes mobiles d'un arsenal redoutable, brigades mobiles à moto et canons à eau. Dans certaines entreprises – Peugeot, Citroën – ce sont des syndicats fascistes (comme la CFT) ou des milices privées qui font régner l'ordre patronal. D'ailleurs, le service d'ordre de la Ligue a fait plusieurs fois le déplacement jusqu'à Rennes pour protéger des distributions de tracts. Le contexte, ce sont aussi les initiatives transgressives que prend régulièrement la Gauche prolétarienne (1). La Ligue en condamne l'inopportunité, le caractère peu compréhensible à grande échelle et, pour tout dire, le manque de sens politique, jamais le principe. Après tout, elle-même flirte parfois avec l'idée de « réintroduire la violence » dans le mouvement ouvrier ...

Mais, l'essentiel des activités antifascistes de la Ligue concerne la lutte contre un groupe fasciste, Ordre Nouveau qui revendique l'héritage d'Occident, autre groupe fasciste où Patrick Devedjian, Gérard Longuet et Alain Madelin firent leurs premières armes. Anticommunisme, antisémitisme, racisme anti-arabe et nostalgie de l'Algérie française constituent son ciment idéologique. Déjà, en mars 1971, la Ligue a été à l'origine d'une manifestation contre la tenue d'un meeting d'Ordre nouveau au Palais des Sports. La manifestation s'est conclue par des affrontements brefs mais violents avec la police. Surtout, au cours de l'année 1972, la Ligue multiplie les opérations de service d'ordre pour empêcher physiquement distributions de tracts, ventes de journaux et manifestations de l'extrême droite. Chaque « opération », en général couronnée de succès, a sa justification. Mais leur accumulation et leur fréquence induisent l'enclenchement d'une sorte de guerre privée ...

Il ne faut pas se méprendre sur la signification de cette activité : quand le service d'ordre de la Ligue attaque les militants d'Ordre nouveau, il ne s'agit pas d'une banale « bagarre entre extrémistes ». L'Histoire et la Mémoire sont de la partie. C'est l'épopée du Front

Universitaire Antifasciste qui reprend. Ce sont les héritiers – réels ou « électifs » – des rescapés des ghettos d'Europe centrale (2) qui écrasent la peste brune avant qu'il ne soit trop tard ...

Depuis quelques mois, Ordre nouveau s'est trouvé un nouveau sujet de mobilisation grâce auquel l'extrême droite va se réintroduire dans le jeu politique et prospérer : la lutte contre l'immigration. Le 21 juin, Ordre nouveau a donc prévu d'organiser un meeting sur le thème « Halte à l'immigration sauvage », à la Mutualité.

Dans une telle situation, la « philosophie » de la Ligue tient en un précepte limpide : « meeting fasciste, meeting interdit ! » Finalement, le jour dit, un cortège composé de 4 à 5000 manifestants casqués, armés de barres de fer et de cocktails Molotov se rassemble place Monge, à quelques encablures de la salle de la Mutualité. C'est d'ailleurs moins une manifestation qu'un gigantesque service d'ordre, voire une petite armée privée. Une grande partie des organisations d'extrême gauche sont présentes, notamment Révolution ! et la Gauche prolétarienne. On note aussi la participation de l'une des organisations « marxistes-léninistes », le PCML-Humanité Rouge. Mais, sur le plan politique comme sur le plan « militaire », c'est indéniablement la Ligue qui est aux commandes.

Les forces de police barrent l'accès à la Mutualité où se déroule le meeting fasciste. Les manifestants chargent à plusieurs reprises la police qui est contrainte de reculer. Le contact est assez violent et, surtout, très spectaculaire du fait des jets de cocktails Molotov. Pour la première fois depuis très longtemps, les blessés sont du côté de la police ...

A l'évidence, les conséquences de cette initiative n'ont pas été anticipées, notamment la réponse du pouvoir. Dès le 22 juin, le gouvernement décide de dissoudre la Ligue Communiste, ainsi qu'Ordre Nouveau pour faire bonne mesure. Alain Krivine, en meeting en Province le soir du 21 juin, et Pierre Rousset sont incarcérés. Michel Recanati, responsable du Bureau politique pour cette initiative, est recherché.

Lucide, la Ligue elle-même s'interroge : « Alors, la Ligue communiste est-elle tombée dans une provocation le 21 juin ? Peut-être. Le dispositif policier, sa vulnérabilité, la protection obstinée accordée par le pouvoir à Ordre nouveau, tout cela était insolite. Les observateurs l'ont souligné, les manifestants l'ont ressenti. Mais qu'il y ait eu un piège, une provocation du pouvoir, ne permet pas pour autant de répondre positivement à la question : fallait-il ne rien faire le 21 ? Fallait-il rester chez soi ? » (3)

Et s'il n'y a pas, à proprement parler, d'autocritique, les explications fournies cernent d'assez près le problème posé : « Comparons donc ce qui est comparable : la manifestation antifasciste du 21 juin et la manifestation anti-impérialiste du 20 janvier contre l'ambassade américaine, le jour du renouvellement du mandat présidentiel de Nixon. Des comités de mobilisation avaient été mis en place dans les quartiers, les facultés, les lycées, de nombreuses personnalités et organisations avaient signé l'appel. La manifestation fut presque aussi violente que le 21 juin, mais, après les bombardements de Hanoï, personne n'a parlé de provocation. Les combattants vietnamiens ont rendu hommage aux manifestants. Pour être sûr de ne pas

tomber dans une provoc, le clairvoyant PSU avait déjà fait défection. S'il y a eu erreur politique le 21 juin, elle ne réside pas dans la décision de riposter, mais dans les modalités de la riposte : misant sur l'indignation spontanée qu'aurait suscitée un meeting raciste, les organisateurs de la contre-manifestation ont négligé la mobilisation prolongée préparatoire qui aurait pu élargir le soutien de masse à la contre-manifestation, en populariser l'idée dans l'avant-garde ouvrière. Laisser entendre comme le font le PCF, la CFDT, le PSU et autres Debré qu'il ne fallait pas manifester parce qu'il y avait risque de provocation, c'est ne pas voir que ce risque s'augmente de leur propre passivité, qu'ils cèdent sans combattre au chantage à la provocation, au lieu d'y répondre par l'élargissement de la mobilisation ».

Prise à chaud, sans recul, cette posture est assez naturelle : en gros, la Ligue « assume ». Mais cet épisode suscite évidemment une interrogation : pourquoi cette tentation gauchiste ? Pourquoi cette initiative « de trop », en décalage avec une période où Mai 68 s'éloigne et où l'Union de la Gauche s'affirme ? Néanmoins la riposte s'organise. Quand la presse rapporte les propos racistes et les appels au meurtre qui ont émaillé le meeting d'Ordre nouveau, l'argumentaire sur l'aspect intolérable d'un tel meeting – pourtant toléré et protégé par le pouvoir – redevient un peu plus audible. Quand la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), un syndicat proche de la gauche et majoritaire parmi les « policiers en tenue », met en évidence les aspects contradictoires et franchement suspects des consignes données ce soir-là aux forces de police, la thèse d'une provocation ourdie par le pouvoir acquiert un poids certain dans les médias.

Du coup, une vaste coalition démocratique se déploie pour défendre la Ligue face à la répression. Début juillet, un rassemblement est organisé au Cirque d'hiver, avec des milliers de participants et surtout une imposante tribune unitaire : « Marcellin avait misé sur les divisions du mouvement ouvrier en espérant les aggraver. La réponse n'a jamais été aussi unitaire, même si les exclusives demeurent. Et Marcellin n'imaginait pas cette succession d'orateurs, porte-parole du PS, du PCF, de la CGT, de la Fen, du PSU, de la CFDT, prenant tous la défense de la Ligue dissoute et réclamant la libération d'Alain Krivine. Pourtant, le PCF était resté ferme sur un point : aucun responsable de la Ligue dissoute ne devait prendre la parole. C'eût été dépasser les limites du tolérable, légaliser les « gauchistes » en les côtoyant à la tribune » (4).

Mais le PCF a été obligé de modifier son discours. Alors que depuis Mai 68, il n'a eu de cesse de dénoncer les « gauchistes Marcellin », Jacques Duclos est contraint de ... défendre la Ligue : « Parlant au nom du PCF, le grand parti révolutionnaire de notre temps, j'élève une vigoureuse protestation contre l'arrestation d'Alain Krivine et contre la dissolution de la Ligue communiste dont chacun sait que nous n'approuvons ni la politique ni les plans d'action qu'elle préconise. » (5) Le bilan de cet épisode s'avère donc pour le moins paradoxal : la Ligue a pris l'initiative d'une manifestation au degré de violence totalement en décalage par rapport à situation et assez incompréhensible à un niveau de masse... et cela débouche sur une sorte de reconnaissance et de défense de la Ligue par les grands partis de gauche, PCF

compris. La Ligue assume complètement l'initiative ... mais, en réalité, c'est une profonde réorientation beaucoup plus respectueuse de l'intervention de masse qui se profile. En pratique, il n'y aura plus jamais d'autres 21 juin...

Notes

(1) Influente au sein de l'extrême gauche française entre 1969 et 1973, la Gauche prolétarienne est une organisation d'inspiration maoïste qui s'impose par des actions spectaculaires et souvent illégales. Elle est victime d'une répression brutale de la part du gouvernement.

(2) Diffusé en 2017 par la chaîne Public Sénat, le documentaire « Nous vengerons nos pères » (réalisé par Florence Johsua et Bernard Boespflug) explore cette dimension mémorielle de l'engagement antifasciste de la gauche révolutionnaire.

(3) « Manifestation antifasciste, 21 juin, provocation ou pas ». Daniel Bensaid.

(4) « Manifestation antifasciste. Le 4 juillet au cirque d'Hiver de Paris : échec à Marcellin ». Daniel Bensaid.

(5) Extrait de l'intervention de Jacques Duclos, au nom bureau politique du PCF, cité par Daniel Bensaid dans son article de juillet 1973 déjà cité.

## Quelques souvenirs de Michel Angot

*Quelle était l'activité de l'extrême-droite au début de l'année 1973 ?*

Mi-février, un commando d'extrême droite enlève le cercueil de Pétain à l'île de Ré.

Crée le 5 octobre 1972 le Front National mise sur les élections législatives de mars 1973 pour se développer nationalement. Il organise un meeting au Palais des Sports le 17 janvier et annonce qu'il présentera 400 candidats. En fait il n'en présentera que 104, dont une majorité sont à Ordre Nouveau – Leur résultat au plan national sera de 0,52% et ne sera donc pas conforme à leurs attentes. Pour Ordre Nouveau qui tient son 3e congrès les 9-10 et 11 juin, ces élections ont contribué à « renforcer leurs sections » et ils confirment leur présence au sein du FN, malgré certains qui souhaitaient quitter le FN, et qui sont mis en minorité (215 contre 52). Mais O.N. veut profiter de son poids au sein du FN pour « relancer les actions spécifiques à Ordre Nouveau ». C'est le début de nombreux accrochages entre leurs vendeurs de « Pour un Ordre Nouveau » et nos camarades sur plusieurs marchés parisiens (Abesses, Convention, Mouffetard, Alésia...) et leur décision de lancer « une campagne spécifique » sur l'immigration (« Halte à l'immigration sauvage ») qui débouchera sur le meeting de la Mutualité le 21 juin

Entre temps, certains de leurs militants participent à une réunion publique organisée par Pierre Sidos, un ancien milicien et membre de l'OAS. Cette réunion qui réunit une centaine de participants (la plupart âgés...) est attaquée par le SO de la Ligue qui disperse leur service d'ordre extérieur puis saccage la salle, distribue quelques coups puis se retire sans encombre

Et puis, la force et le développement du mouvement lycéen et étudiant contre la Loi Debré réformant les sursis, incite Ordre Nouveau à appeler le 3 avril avec d'autres groupuscules d'extrême droite sous le sigle de « Front de la Jeunesse » à une manifestation anti-gauchiste à Sèvres-Babylone en direction du Quartier Latin, dont le point de départ sera finalement déplacé au métro Duroc. Forte de plusieurs centaines de

participants, leur manifestation démarre en direction de Port-Royal par le Boulevard Montparnasse. Une cinquantaine de mètres devant un cordon de policiers qui les suit à distance, le SO de queue d'ON a à peine quitté la hauteur de Duroc qu'une centaine de militants du SO de la Ligue sortent d'une bouche du métro et après avoir dispersé leur SO de queue, remontent rapidement au sein de leur manifestation qui éclate et dont les participants s'égaillent vers Montparnasse. Le SO de la Ligue se replie là encore sans encombre.

Mi-juin, dès l'annonce du meeting d'O.N. "Halte à l'immigration sauvage", des contacts sont pris avec les partis de gauche et le mouvement syndical pour exiger l'interdiction de leur meeting, et donc le 20 juin, veille du meeting fasciste, une très large manifestation est organisée par les partis de gauche, des associations anti-racistes et des syndicats pour la "Défense des Libertés" (La Ligue participera – en queue – à cette manifestation). Mais il y a refus de leur part de participer à un rassemblement ou à une contre-manifestation le lendemain, jour du meeting. Seules quelques orgas d'extrême gauche (Révolution, le PCMLF, L'Humanité Rouge, l'AMR, la Cause du Peuple...) accepteront d'appeler et de participer avec nous à cette manifestation – qui est interdite bien sûr.

#### *Comment la manifestation a-t-elle été préparée ?*

Le projet initial a été un temps, d'occuper la salle de la Mutualité dans l'après-midi mais vite abandonnée car réduisant la dénonciation de ce meeting à un affrontement possible avec des flics protégeant une salle ... vide de tout facho. La direction du Service d'Ordre (Commission Très Spéciale), sous le contrôle du Bureau Politique de la Ligue, fait donc le choix d'une manifestation en fin de journée, en direction de la Mutualité. L'affrontement possible avec la police est clairement assumé, et les premiers rangs de SO seront équipés en conséquence.

Le choix du parcours a été opéré : ce sera une descente de la rue Monge après regroupement entre la place Monge et le métro Cardinal Lemoine, vers la Mutualité (avantage : la rue est légèrement en pente). Le repérage des lieux a lui aussi été sérieusement planifié : parcours possibles d'accès, lieux de RDV, utilisation des stations des 2 lignes de métro locales la 7 et la 10, et fixation des lieux de regroupement des manifestants.

La veille au soir, installation des "caisses de matériel" en certains points en amont du parcours décidé : caisses en bois fabriquées et siglées "ville de Paris" à l'identique de celles utilisées par les agents de la ville travaillant en voirie dans lesquelles ils laissent leurs outils, et qui sont enchaînées à des grilles d'arbres, puis repérage de certaines entrées d'immeubles susceptibles d'accueillir quelques autres dépôts de matériel (à l'époque il n'y pas encore de digicodes d'accès aux portes des immeubles, pas de caméras dans la rue ou dans les stations de métro !)

Enfin mise en place dans un appartement à proximité, d'une radio permettant de capter les communications entre la préfecture de police (code "TNZ-1") et les responsables des unités de police sur le terrain, d'où la CTS suivra la mise en place du dispositif policier, grâce également au déploiement d' "estafettes" en mobylette qui circuleront dans le quartier dès le début de l'après-midi pour nous tenir au courant de la mise en place de ce dispositif.

Une réunion des chefs de groupe du SO a réparti les tâches en rappelant les règles de sécurité (rien sur soi à part une pièce d'identité, et un casque de moto dans un sac) et le rôle d'accompagnement des groupes de manifestants à partir des lieux de RDV fixés, rappel qu'après la manifestation les tâches d'accompagnement et de protection des manifestants devront être assurées jusqu'à la dispersion. Et enfin répartition des groupes de SO entre les lignes de tête de la manifestation et les deux groupes de lanceurs de cocktails qui marcheront sur la même ligne mais sur les trottoirs, et affectation de chacun des membres de la CTS à la tête de ces groupes.

Tout est prêt et paraît possible, "Ludo" confirme que le "feu vert" a été donné par le BP, c'est lui qui coordonnera l'ensemble de l'opération.

#### *Comment se déroule la manifestation ?*

Dans un temps assez rapide (environ 15/20mn) les groupes de manifestants convergent et le cortège se met en place, derrière plusieurs lignes de SO unitaire, mais dont les deux premières et les groupes de "lanceurs" sont uniquement assurés par des militants de la Ligue qui ont récupéré le matériel.

Le reste est connu, arrivée à Cardinal Lemoine la manif est grosse de plusieurs milliers de manifestants (environ 3000) et descend alors la rue Monge vers un premier barrage de policiers casqués. Jet de cocktails, charge groupée et dispersion de cette première unité. C'est à la hauteur du croisement de la rue Monge et de la rue des Ecoles que se tient le second barrage, assuré par plusieurs lignes de gardes mobiles qui reçoivent des cocktails et la charge des manifestants, mais ne cède pas.

Le BP de la Ligue avait fixé les limites : un affrontement qui marque fortement le coup, puis dispersion protégée.

L'ordre d'arrêt et de dispersion est alors donné, et les groupes se répartissent entre les voies de repli qui avaient été indiquées : soit en aval vers Jussieu et le bord de Seine ou en amont vers Sainte Geneviève, le Panthéon puis Luxembourg. Le plus gros morceau pourra s'écouler vers les Gobelins, et de là rejoindre la rive droite... jusqu'au local d'Ordre Nouveau rue des Lombards à Chatelet.

Les membres de la CT qui ont accompagnés les groupes de SO encadrant les manifestants jusqu'aux métros, et fait le compte des dégâts possibles dans nos rangs (aucune interpellation !) rejoignent le soir une brasserie près de la Gare de l'Est et autour de Ludo rapportent les infos et font un premier bilan "à chaud" des affrontements. L'avis général est que tout s'est déroulé comme prévu, avec même une "cerise sur la gâteau", l'attaque du local d'Ordre Nouveau qui n'était pas initialement prévue, mais qui conforte le succès de cette mobilisation anti-fasciste.

Le reste aussi est connu, perquisitions du local de l'impasse Guéménée, arrestation de Pierre Rousset qui s'y trouve, et engagement du processus de dissolution de La Ligue Communiste (et d'Ordre Nouveau) Michel Recanati (Ludo) est exfiltré en Suisse auprès des camarades de la LMR qui l'hébergeront ...et qui assureront le tirage du premier numéro du journal Rouge interdit, et donc clandestin.

Suivront les manifestations de soutien de la gauche contre la dissolution, le meeting unitaire au Cirque



d'Hiver, le bilan très contrasté tiré par les membres du BP de ces événements ayant conduit à la dissolution de l'organisation, puis la constitution rapide et éphémère du Front Communiste Révolutionnaire qui tiendra son unique congrès à Suresnes, participera à une ou deux manifs sous ce sigle, avant de se transformer en LCR.

*Quel bilan tires-tu de cette période ?*

Cinquante ans se sont écoulés depuis ce 21 juin, ...un demi-siècle ! Un temps long comparable à celui qui séparait Mai 68 de la fin de la guerre de 14-18... ! C'est dire la difficulté à analyser rétrospectivement et à tirer un bilan de ce moment de notre "après 68..."

Quelques modestes éléments néanmoins. En 50 ans le monde a connu la fin de la guerre du Vietnam, la disparition de certaines dictatures militaires (en Europe comme en Amérique latine) que nous avons combattues... alors qu'il en est apparu d'autres depuis, à des endroits du monde que nous ne soupçonnions pas. Les pays du "socialisme réel" (sic) et leurs bureaucraties se sont pour la plupart transformées en autocraties libérales et autoritaires, et en Europe la vague néo-libérale s'est étendue sur les échecs et trahisons des social-démocraties. Mais le fascisme est toujours là, lui, même sous une forme "néo" tout aussi dangereuse car masquée sous un vernis de soi-disant respectabilité qui le rend désormais fréquentable. Il est à la tête de certains gouvernement européens, et à la porte du notre...

En 50 ans également, la génération qui avait vécu le génocide nazi, a disparu, et la nôtre, celle de ses enfants ne sommes pas loin de les suivre. C'est peut-être cette proximité avec l'horreur qui nous avait radicalisés et formés de façon si réactive contre les rejetons du fascisme. Cette radicalité existe-elle encore aujourd'hui alors que les groupuscules nazis prolifèrent sans vraiment être inquiétés, et diffusent leurs idées sur des réseaux bien plus larges que leurs journaux de l'époque. Le combat antifasciste est devenu quasi exclusivement défensif, et toute idée de rééditer des opérations types Duroc, ou Monge serait non seulement totalement inenvisageable, mais apparaîtrait également aussi incompréhensible pour l'écrasante majorité de la société, que l'ont été les nôtres dans la société post-gaulliste des années 70.

Alors oui, peut-être, avons-nous contribué à "terroriser" pour un temps, – et pour un temps seulement – la frange la plus radicale de l'extrême-droite, mais force est de reconnaître, que 50 ans plus tard, elle n'a pas disparue, et qu'elle surfe aujourd'hui dans les plis d'un courant néo-fasciste plus présentable qui s'appuie désormais sur un tiers de l'électorat et qui dispose d'un tiers des députés à l'Assemblée Nationale ! De l'intérêt peut-être, de rappeler que nos combats d'hier contre les "rats noirs" ne participent pas seulement à la nécessité d'entretenir une mémoire, mais à nourrir une vigilance aussi déterminée et radicale contre ceux qui en portent toujours les mêmes idées ...et les mêmes projets.

Michel Angot "Laszlo"

## EXTRÊME-DROITE, POLICE ET ARMÉE DES LIAISONS DANGEREUSES

8 août 2023

*Nombre d'évènements qui ont marqué l'actualité de ces derniers mois, pour ne pas dire ces dernières années, incitent à s'intéresser à la présence de l'extrême droite dans la police, dans l'armée et aussi dans la pénitentiaire. La radicalisation des militaires, fonctionnaires de police et agents pénitentiaires est un fait, des incidents impliquant ces professionnels ont fait l'actualité dans l'hexagone au cours des dernières années, qu'ils aient commis des actes discriminants, racistes, violents ou fait circuler des contenus extrémistes.*

Lorsque l'on étudie cette question, il est important de garder à l'esprit que dans les institutions dans lesquelles ces personnels évoluent, un certain niveau de patriotisme n'est pas révélateur d'une radicalisation. Toutefois, « poussées » au-delà de certaines limites, ces motivations peuvent donner lieu à des comportements qui n'ont rien à voir avec la mission des organisations concernées et peuvent offrir un terrain fertile à la radicalisation et au recrutement.

Pourquoi ces métiers ? On peut y voir aussi plusieurs facteurs d'intérêts :

- Accès à la formation professionnelle : l'accès à une formation avec des armes peut constituer une motivation forte à rejoindre l'armée ou les forces de l'ordre pour des individus déjà radicalisés. Certaines personnes cherchent à améliorer leur forme physique et leur manipulation des armes pour pouvoir s'en servir dans d'autres contextes. C'est particulièrement le cas des personnes cherchant à renverser la société ou le gouvernement.

- Composante idéologique : En particulier pour l'extrême droite, être militaire peut contribuer « à asseoir la crédibilité d'une personne puisque cela confirme le fait qu'elle lutte pour défendre son pays ». On a pu constater, au cours des dernières années, que les milieux de l'extrême-droite ont multiplié les recrutements de personnes travaillant ou ayant travaillé dans l'armée ou les forces de l'ordre. Ceci peut aussi inciter des personnes déjà radicalisées à rejoindre ces institutions.

- La culture organisationnelle ou le corporatisme de ces métiers se caractérisent par un fort sentiment d'appartenance et de cohésion et créent une atmosphère dans laquelle les membres de ces services, qui seraient prêts à signaler les cas éventuels de radicalisation et d'extrémisme, se retrouvent dans la plus grande difficulté car « dénoncer un collègue ne se fait pas ».

### "Pro patria vigilans"

S'intéresser au syndicalisme dans la police est une des clefs pour mieux comprendre la présence de l'extrême-droite dans la police. Ce phénomène n'est pas nouveau (1). Il est fréquent que dans les réseaux militants d'entendre dire que le syndicat Alliance (affilié à la CFE/CGC) est un syndicat d'extrême droite. C'est méconnaître le syndicalisme policier et cette idée est à déconstruire. Alliance est un syndicat de droite et même de droite extrême. Cependant, il existe bien des syndicats d'extrême droite dans la police. Le plus



ancien des syndicats de police classés à l'extrême-droite n'est autre que la Fédération professionnelle indépendante de la Police (FPIP). C'est aussi le cas du syndicat France Police qui, par opportunisme, accolera (à la suite du mouvement des policiers de 2016 et la création des « collectifs » comme Mouvement des policiers en colère » (MPC)) « Policiers en colère » à son nom. Sans oublier la CFTC qui a toujours servi de refuge pour l'extrême droite policière avec Impact Police-CFTC. Il apparaît aussi que les policiers votant à l'extrême droite lors des différents scrutins institutionnels ne portent pas forcément leurs suffrages sur les listes des syndicats d'extrême-droite policiers.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène : le choix d'un syndicat « majoritaire » siégeant déjà dans les instances administratives paritaires, le mépris pour le syndicalisme par les personnes se réclamant de cette idéologie... On peut penser que ces personnes ont trouvé refuge dans les syndicats policiers classés à droite à l'image de ceux affiliés à la confédération CFE/CGC : Alliance Police nationale pour les gardiens et gradés, Synergie Officiers pour les officiers et le Syndicat indépendant des commissaires de police (SICP) pour les commissaires (on ne parle ici que des syndicats des personnels dits « actifs » sachant qu'au sein de la CFE/CGC se trouvent également des syndicats pour les personnels administratifs, techniques, scientifiques).

Quant aux scrutins institutionnels, plusieurs sondages et enquêtes sociologiques ont montré la progression du vote pour le RN dans l'ensemble du corps des fonctionnaires depuis 2005 et 2007, et tout particulièrement chez les policiers. La quantification du vote policier lors des élections politiques nationales, suite aux enquêtes Sciences Po/CEVIPOF qui suivent le phénomène de l'implantation du RN dans la fonction publique, donne à l'occasion du premier tour des présidentielles de 2017, un vote pour le RN de 54 %, même si l'auteur indique qu'il faut la relativiser au vu de la faiblesse de l'échantillon (une des enquêtes porte sur 3368 fonctionnaires d'État et seulement 60 policiers). Il ne faut pas oublier la floraison d'éléments issus des réseaux sociaux, que ce soient les groupes de policiers, de femmes de policiers, dans lesquels la parole d'extrême droite se libère allégrement, mais aussi le fait de montrer son adhésion idéologique en arborant des insignes sur les uniformes et des tatouages.

### **Militaires, à droite toute : décryptage de la Grande Muette.**

La tendance droitiste des militaires se confirme, l'attachement à des valeurs d'ordre, de service de la nation, de valorisation de l'unité de cette dernière ainsi que de défense du « pré carré national » contre les menaces internes et externes sont autant de soubassements forts de leur attirance pour la droite. Le dernier sondage qui a été réalisé pour le magazine de gendarmes « L'Essor », les résultats montrent qu'aux dernières présidentielles, au premier tour, 69% des gendarmes ont voté pour un des deux candidats d'extrême droite : 38% pour Le Pen et 31% pour Zemmour.

Au second tour, le vote est encore plus important : 81% des gendarmes vont voter Le Pen. Sur un escadron de gendarmes mobiles qui est présent pour une manifestation, pensez qu'au moins 8 militaires sur 10

ont voté pour l'extrême droite.

Le profil de militaires ou ex-militaires ressort avec insistance dans les dossiers de cellules terroristes ou proto-terroristes démantelées ces dernières années par les forces de sécurité. La tendance n'est toutefois pas neuve, rappelle l'historien et politologue Stéphane François. Notamment, souligne le spécialiste de l'extrême droite, car pour qui ambitionne de mener la « guerre civile raciale » ou de prendre le pouvoir par la force, le besoin de s'attacher à des membres des forces armées est une évidence. « Une composante séditeuse au sein des forces armées » : Si elles semblent se multiplier, les affaires comportant des mises en cause passées ou encore en poste au sein de l'armée ne sont toutefois pas une nouveauté. « Ces liens entre extrême droite et armée se retrouvent même dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, comme explique l'historien Stéphane François, en raison de valeurs communes, par exemple leur peu de sympathie pour la démocratie parlementaire et leur appétence pour l'ordre, le patriotisme ou même le Nationalisme, tout autant que du fait de traditions ancrées chez les vieilles familles catholiques traditionalistes. »

On ne compte plus le nombre d'appels à un coup d'État militaire revenu avec la queue de comète du mouvement de 2013 contre le projet de loi Taubira. L'appel récurrent relatif à une insurrection des forces armées, le rêve d'un putsch militaire était un sujet en vogue alors. La présence de familles de militaires, souvent catholiques traditionalistes au sein de LMPT attisait les supputations sur l'intervention des forces armées en politique. L'idée d'un putsch militaire semblait liée à un lointain passé.<sup>2</sup>

### **Le déni pour ligne de défense**

Depuis un moment maintenant, dans les mobilisations du mouvement social, envers les manifestants opposés à la réforme des retraites, ou ceux opposés au projet controversé de retenue d'eau (« mégabassine ») de Sainte-Soline (Deux-Sèvres) et récemment lors des émeutes ayant suivi la mort de Nahel tué par un policier, la France et sa police ont été à plusieurs reprises critiquées pour un « usage excessif de la force par les forces de l'ordre ».

Avec l'affaire Nahel et les émeutes, un cap a été franchi, des militants d'extrême droite ont déambulé par dizaines dans les rues de plusieurs villes (Lorient, Angers, Chambéry, Lyon). Masqués ou cagoulés, parfois armés de battes et de bâtons, ils ont crié des slogans racistes ou s'en sont pris à des individus dans la rue. Les images de ces défilés, relayées sur les réseaux sociaux par des militants antifascistes et des élus, laissent apparaître un fonctionnement de milices désireuses d'intimider, de se substituer ou d'être les supplétifs aux forces de l'ordre, alors que les émeutes se poursuivaient. Ces actions sont le prolongement des attaques violentes et menaces de groupuscules d'extrême droite aux quatre coins du pays ces derniers mois.

Le gouvernement continue à chaque fois de justifier le bien-fondé de sa politique répressive, jugeant les propos contre la répression « excessifs ». La seule réponse qu'il donne à chaque fois et de « prendre des mesures pour garantir des enquêtes impartiales par des organes internes à la police dans tous les cas d'incidents racistes

impliquant des policiers ».

Concernant la présence de militaires néonazie au sein des forces armées, dans les discours de la ministre et de ses troupes, on retrouve les éléments de langage ressortis depuis 15 ans à chaque nouveau cas de militaire faisant l'apologie du nazisme ou d'autres mouvements d'ultradroite. Florence Parly a évoqué au début « des dérives individuelles » (il y aurait donc 50 dérives individuelles...), « des armées reflet de la population française », après un passage dans les médias et de la communication sur les réseaux sociaux,

avec peut-être cette fois une différence : les discours officiels pourraient être suivis d'effets.

L'affaire du canal Telegram « FrDeter » a remis en évidence le fond du problème, nombres d'entre eux se prétendaient effectivement policiers, gendarmes et militaires.

La radicalisation et le racisme au sein de ces institutions est alarmant et influence considérablement la façon dont ces institutions sont perçues par le public et donc leur légitimité et l'acceptation par les citoyens.

## FAITS ET MÉFAITS DE L'EXTRÊME-DROITE

*Dans cette rubrique, les correspondants en régions de notre groupe de travail recensent les activités des groupes locaux d'extrême-droite. Ce numéro de « Vigilance Antifasciste » présente une revue de presse réalisée par nos camarades de Strasbourg et un tableau récapitulatif provenant de Chambéry.*

### STRASBOURG

*Suite à l'attaque contre la maison des syndicats en février 2022, un rappel des activités fascistes de ces cinq dernières années*

#### **2017**    **Attaque d'un cortège de manifestants au soir du 2e tour de l'élection présidentielle**

VIDEO. Attaque éclair lors d'une manif anti Macron par des hommes vêtus de noir. (2017, mai 7). 20 minutes. <https://www.20minutes.fr/strasbourg/2063611-20170507-video-strasbourg-attaque-eclair-manif-anti-macron-hommes-militants-extreme-droite>

VIDEO. Strasbourg: Quinze militants d'extrême droite en garde à vue après les violences contre les antifascistes. (2017, mai 8). 20 minutes. <https://www.20minutes.fr/strasbourg/2063819-20170508-video-strasbourg-quinze-militants-extreme-droite-garde-vue-apres-violences-contre-antifascistes>

#### **2018**    **Plusieurs actes de violence sont répertoriés après l'inauguration de l'Arcadia par le Bastion Social**

Strasbourg . Agression en marge de l'inauguration d'un bar identitaire : Deux hommes condamnés. (2017, décembre 12). Dernières Nouvelles d'Alsace. <https://www.dna.fr/edition-de-strasbourg/2017/12/12/agression-en-marge-de-l-inauguration-d-un-bar-identitaire>

La Ville en débat—Eric Schultz, adjoint au maire de Strasbourg. L'Arcadia, « base arrière d'actions violentes ». (2018, janvier 12). Dernières Nouvelles d'Alsace. <https://www.dna.fr/edition-de-strasbourg/2018/01/12/l-arcadia-base-arriere-d-actions-violentes>

Pas des inconnus de la justice. (2018, janvier 20). Dernières Nouvelles d'Alsace. <https://www.dna.fr/edition-de-strasbourg/2018/01/20/pas-des-inconnus-de-la-justice>

Le trésorier de l'Arcadia se déclare ouvertement fasciste et compare les « étrangers » à des rats |. (2018, mars 1). Fermons l'Arcadia. <https://fermons-larcadia.noblogs.org/post/2018/03/01/thomas-b-le-tresorier-de-larcadia-se-declare-ouvertement-fasciste/>

Quand les militants du bastion social Strasbourg assument leurs violences, leur racisme, et appellent à l'attentat |. (2018, mars 1). Fermons l'Arcadia. <https://fermons-larcadia.noblogs.org/post/2018/03/01/roukess-quand-les-militants-du-bastion-social-strasbourg-assument-leurs-violences-leur-racisme-et-appellent-a-lattentat/>

Un bar à droite toute met Strasbourg sous tension. (2018, mars 2). Libération. [https://www.liberation.fr/france/2018/03/02/un-bar-a-droite-toute-met-strasbourg-sous-tension\\_1633507/](https://www.liberation.fr/france/2018/03/02/un-bar-a-droite-toute-met-strasbourg-sous-tension_1633507/)

Strasbourg. Vol et violence à la sortie de l'Arcadia : Deux hommes condamnés. (2018, juin 1). Dernières Nouvelles d'Alsace. <https://www.dna.fr/edition-de-strasbourg/2018/06/01/vol-et-violence-a-la-sortie-de-l-arcadia-deux-hommes-condamnes>

Soupes populaires, ratonnades et saluts nazis, bienvenue au Bastion Social. (2018, décembre 18). StreetPress. <https://www.streetpress.com/sujet/1545152622-soupes-populaires-ratonnades-saluts-nazis-bienvenue-bastion-social>

#### **2019**    **Attaque d'étudiants grévistes à l'Université de Strasbourg**

A Strasbourg, «courez bande de gauchistes sinon on vous bute». (2018, mars 29). Libération. [https://www.liberation.fr/france/2018/03/29/a-strasbourg-courez-bande-de-gauchistes-sinon-on-vous-bute\\_1639851/](https://www.liberation.fr/france/2018/03/29/a-strasbourg-courez-bande-de-gauchistes-sinon-on-vous-bute_1639851/)

Université de Strasbourg : Attaque de l'Action française contre des étudiants bloqueurs. (2019, décembre 13). France 3 Grand Est. <https://france3-regions.francetvinfo.fr/grand-est/bas-rhin/strasbourg-0/universite-strasbourg-attaque-action-francaise-contre-etudiants-bloqueurs-1762609.html>

#### **Agression dans les cortèges des gilets jaunes**

Altercation entre manifestants lors de l'Acte XI des Gilets jaunes à Strasbourg | Rue89 Strasbourg. (2019, janvier 27). Rue 89 Strasbourg. <https://www.rue89strasbourg.com/altercation-manifestants-acte-11-gilets-jaunes-strasbourg-147998>

2020

## Attaque d'une manifestation contre la loi « sécurité globale »

Strasbourg : L'extrême droite tente d'attaquer une marche des libérés. (2020, novembre 29). Nantes Révoltée. <https://www.nantes-revoltee.com/strasbourg-lextreme-droite-tente-dattaquer-une-marche-des-libertes-2/>

Strasbourg : Manifestation attaquée par l'extrême droite couverte par la police ? (2020, décembre 2). Le Club | Médiapart. <https://blogs.mediapart.fr/croisement-dinfos/blog/011220/strasbourg-manifestation-attaquee-par-lextreme-droite-couverte-par-la-police>

Strasbourg : Trois membres de l'ultra-droite arrêtés après la manifestation de samedi. (2020, décembre 5). www.rtl.fr. <https://www.rtl.fr/actu/justice-faits-divers/strasbourg-trois-personnes-de-l-ultra-droite-interpellees-apres-une-manifestation-samedi-dernier-7800935020>

## Organisation de milices d'auto-défense prétendument féministes

Les rondes de Stras Défense embarrassent la majorité écologiste. (2020, septembre 2). Rue89 Strasbourg. <https://www.rue89strasbourg.com/rondes-stras-defense-embarras-conseil-municipal-majorite-ecologiste-189173>

Stras Défense, des rondes « sécuritaires, pas féministes » en collaboration avec la police. (2020, août 27). Rue89 Strasbourg. <https://www.rue89strasbourg.com/reportage-stras-defense-rondes-securitaires-feministes-collaboration-police-188619>

## 2021 Bataille rangée entre hooligans à Kilstett

Bataille de hooligans néonazis dans un village alsacien. (2021, novembre 23). Mediapart. <https://www.mediapart.fr/journal/france/231121/bataille-de-hooligans-neonazis-dans-un-village-alsacien>

L'impunité continue pour les hooligans néonazis de Strasbourg Offender. (2021, novembre 28). Rue89 Strasbourg. <https://www.rue89strasbourg.com/impunite-continue-hooligans-neonazis-strasbourg-offender-222056>

## 2022 Attaque d'une réunion publique à la Maison des syndicats de Strasbourg

À Strasbourg, un groupuscule d'ultradroite attaque une table ronde sur la montée du fascisme. (2022, février 26). Rue89 Strasbourg. <https://www.rue89strasbourg.com/a-strasbourg-un-groupuscule-dultradroite-attaque-une-table-ronde-sur-la-montee-du-fascisme-228347>

Strasbourg. Une réunion antifasciste prise pour cible, deux blessés. (2022, février 26). Dernières Nouvelles d'Alsace. <https://www.dna.fr/faits-divers-justice/2022/02/26/un-rassemblement-antifasciste-pris-pour-cible>

## CHAMBERY

*Le climat se tend, mais pas à cause du réchauffement climatique...*

*Les sanctions lourdes de militants identitaires en 2020 a, semble-t-il, calmé les ardeurs des militants fachos, depuis deux ans. L'année 2023, fait apparaître une nouvelle volonté d'intervention sur la ville, mais sans agressivité sur la faculté de CHAMBERY.*

04/2016 | Une fresque de solidarité avec les victimes des attentats de janvier est vandalisée par le groupe Edelweiss à BISSY (commune de CHAMBERY).

10/2017 | Des militants d'Edelweiss et des Jeunes Nationalistes agressent des jeunes à la sortie d'un concert de la Fédération Anarchiste à CHAMBERY. On apprendra deux ans plus tard que les dénommés Mathias JACQUET et Florian DANGER, du groupe Edelweiss, avaient fait l'objet d'un rappel à la loi ...

03/02/18 | Inauguration du local Bastion Social à CHAMBERY

03/02/18 | Manifestation contre la présence de l'ED (600 pers)

à l'appel E! NPA, Solidaires, CGT, CNT, ATTAC et LDH autour du collectif savoyard contre les racismes et la haine.

02/18 | Le local est badigeonné en rose

26/02/18 | Le Conseil Municipal est interrompu par les militants antifascistes pour demander la fermeture du local du Bastion Social. Ils sont expulsés par la police. Vœu de la Municipalité demandant au gouvernement de dissoudre le mouvement identitaire et demande au Préfet la fermeture du local.

04/03/18 | Le local est badigeonné en rouge. La grille de protection du local est arrachée. Les vitres sont brisées. La peinture est répandue au sol.

03/18 | Le propriétaire dénonce le bail, devant la justice. Trois jeunes se sont présentés comme membres de l'association "les petits reblochons" défendent la régularité du bail. Parmi eux, Steven BISSUEL, Président du Bastion Social qui déclare à l'audience "que ceux qui sont dérangés, viennent nous le dire en face"...

26/05/18 | Manifestation et mobilisation antifasciste à CHAMBERY (1 000 pers) Arrêt devant le local, gardé par la police. 3 identitaires sont présents dans le local. Derrière les flics, c'est toujours plus rassurant...

15/07/18 | Finale de la coupe du monde de football. Après avoir saluer bras tendu des supporters, quelques-uns leur adressent un doigt d'honneur. Agression de supporters par les membres du Bastion Social. Ils sont condamnés le 21/08/2019. Mathias JACQUET prend six mois ferme et trois autres quatre mois avec sursis (Maxime LOMBARD, Florian DANGER et Bruce VERNER).

15/12/18 | Manifestation des Gilets Jaunes à CHAMBERY. Des membres du Bastion Social prennent la tête de la manifestation avec une banderole "Stop à la Finance. Libérons la France". Un cortège de manifestants de gauche quitte la manifestation. Communiqué du PCF qui "se désolidarise des mots d'ordre nauséabonds prononcés par la tête du cortège. La lutte légitime des Gilets Jaunes sur le pouvoir d'achat et la justice fiscale ne doit pas être l'occasion pour des groupes xénophobes de déverser leur haine".

02/02/19 | Manifestation pour la fermeture du local du Bastion Social (300 pers). Avant la dissolution du Bastion Social, prononcée le 31/03/2019, les fachos organisent une fête dans leur local. Ils déclarent qu'ils ne lâcheront rien, pour la France.

04/06/20 | Tags sur les locaux du PCF (jour anniversaire de la mort de Cl. MERIC). Dommages sur la devanture d'un local alternatif "l'insolente" à CHAMBERY.

23/06/20 | Agression d'un jeune de 17 ans fréquentant le local "l'insolente" par trois identitaires. Les trois agresseurs sont arrêtés. Deux sont jugés en comparution immédiate.

L'un est militaire au 13ème BCA. Il écope de six mois ferme. 19/09/20 | Agression du même jeune à une soirée de la Fédération Anarchiste par quatre individus à CHAMBERY, au parc du Verney.



04/10/20 | Agression d'une personne noire, éducateur de la protection de l'enfance, à la sortie d'un bar du Carré Curial à CHAMBERY. Frappé par plusieurs personnes tenant des propos à caractère raciste. Deux personnes, voulant s'interposer, ont reçu des coups.  
24/10/20 | Lettre publique adressée au Maire et au Préfet, suite aux différentes agressions.  
10/21 | Annulation d'un rassemblement de bikers affichant des codes nazis (croix celtique, chiffre 88) au village des MOLLETTES.  
08/10/22 | Tags et croix nazi sur les locaux du PCF à CHAMBERY  
10/10/22 | Rassemblement de soutien au siège du PCF des organisations de gauche et syndicales.  
17/10/22 | Tags nazis et homophobes sur la vitrine de la Maison des Associations à CHAMBERY, au lendemain de la Marche des Fiertés (900 pers) où a été signalé la présence de personnes faisant le salut fasciste. Plainte de la Municipalité.

11/22 | Tags antisémites à l'école maternelle de Chantemerle à CHAMBERY le HAUT.  
12/22 | Annulation d'une conférence d'Amnesty International à CHAMBERY, sur les migrants, suite à des menaces d'un groupe identitaire.  
25/02/23 | Concert "aux relents nazis" informe le Dauphiné Libéré après les infos de Libération, dans l'Agglomération de CHAMBERY. La NUPES interpelle le Préfet. "Pourquoi un tel évènement, interdit ailleurs, ne l'a pas été en Savoie?"  
05/03/23 | Tags et incendie de deux véhicules de FO à la Maison des Syndicats à CHAMBERY, pendant le mouvement social sur les Retraites.  
26/05/23 | Affichage du "Réseau Pythagore" (dénonçant les abattages rituels musulmans) à côté d'affiche du groupe d'Edelweiss.  
05/23 | Affichage de la Cocarde à l'Université de CHAMBERY et quelques tags...

## EN DÉBAT

*Dans cette rubrique, nous partagerons les débats et réflexions de notre groupe de travail, concernant par exemple la qualification de l'extrême-droite « fascisme ou fascisation », les formes de mobilisation antifasciste et la question de l'unité ou du « front unique », la nature des régimes « illibéraux », etc. Notre groupe de travail a échangé à propos de l'interview d'Ugo Palheta, paru dans CQFD et relayé sur notre site le 25 juin [« Le danger central, c'est la fascisation de l'État » - Gauche Écosocialiste](#), et qui a ouvert un débat assez intense sur nos boucles mail.*

*Nous republions donc ici cet article, suivi du compte-rendu de notre discussion. Dans le prochain bulletin, pour continuer à alimenter ce débat, nous publierons la traduction d'un long échange entre le militant socialiste russe en exil Ilya Boudraïtskis et Enzo Traverso qui étudient les parallèles entre le régime de Poutine et les mouvements populistes de droite aux USA et en Europe.*

### **Le danger central, c'est la fascisation de l'Etat**

*Membre de l'Observatoire national de l'extrême droite et auteur de plusieurs ouvrages sur la question (dont le dernier en date, *La nouvelle internationale fasciste*, est sorti cet automne chez Textuel1), le sociologue Ugo Palheta analyse depuis des années les évolutions d'un fascisme – ou néofascisme – qui ne cesse de se renforcer, en France comme dans bien des coins du globe. D'où notre envie d'aller lui poser quelques questions à l'heure où le pouvoir macroniste drague plus que jamais à la droite de la droite et impose sa politique par le mépris et la force, bien loin de tout idéal démocratique. Vous avez dit fascisation ?*

**Un gouvernement qui passe en force sur les retraites, une répression policière une fois encore très brutale : difficile de ne pas voir autour du mouvement social de ces derniers mois une nouvelle accélération de cette fascisation que tu dénonces...**

« Oui, on retrouve tous les éléments d'un moment historique de fascisation. Le premier élément que vous pointez, c'est le fait de mener des politiques qui ont toutes les chances de rapprocher l'extrême droite du pouvoir en délégitimant la politique bourgeoise traditionnelle, et plus spécifiquement les partis et les

dirigeants qui incarnent cette politique. Bien sûr, les gouvernements bourgeois ont toujours cherché à imposer des mesures favorables au capital et réprimé des mouvements populaires. Mais en général, sauf situation révolutionnaire du type Commune de Paris, les gouvernants savent qu'il y a un niveau d'imposition (donc d'impopularité) et de répression au-delà duquel l'instabilité politique peut devenir dangereuse pour la classe dont ils défendent les intérêts. Là, manifestement, la volonté d'infliger une défaite historique aux mouvements sociaux apparaît plus importante pour Macron et consorts que celle de forger du consentement dans la population. Ils veulent passer coûte que coûte et ils comptent sur la généralisation du désespoir pour continuer à gouverner par la suite. Mais le parti du désespoir – ou de la rage impuissante – c'est précisément le fascisme. »

**Ces derniers temps, l'exécutif pioche également sans vergogne dans la phraséologie d'extrême droite. « Décivilisation » chez Macron, « terrorisme intellectuel de l'extrême gauche » chez Darmanin...**

« C'est le deuxième aspect. La fascisation, ce n'est pas simplement synonyme de montée des partis fascistes ou néofascistes. Il s'agit aussi et surtout d'une préparation à un État policier détruisant toute forme de contre-



pouvoir – politique, syndical, etc. – et s'appuyant sur une idéologie spécifique capable d'atteindre l'oreille d'une partie des masses, notamment petite-bourgeoises. Cette idéologie spécifique au fascisme, c'est une idéologie de régénération par purification, qui prétend faire renaître la nation ou la civilisation en l'épurant des éléments "allogènes" (étrangers, minorités) et des "traîtres" (la gauche dans toutes ses composantes). Ce qui se joue actuellement, c'est une fascisation d'une partie au moins des appareils idéologiques. On pense aux « grands » médias, en particulier autour de l'empire Bolloré, mais on oublie trop souvent que les partis et le personnel politique dominants fonctionnent aussi comme des appareils idéologiques. Or l'emploi de mots et de concepts centraux dans la langue néofasciste est constant depuis l'arrivée au pouvoir de Macron : "submersion migratoire", "ensauvagement", "islamo-gauchisme", etc. Donc ça ne relève pas du hasard. Macron pensait avoir fait le vide sur sa gauche, il a donc voulu stratégiquement occuper le terrain de la xénophobie et du racisme pour écraser LR et mordre sur l'électorat du FN. Ce faisant, il ne pouvait que banaliser et légitimer encore un peu plus les obsessions de l'extrême droite. En somme, une forme de préparation idéologique à un pouvoir néofasciste. »

**Au-delà des mots, il y a la mise en œuvre concrète d'une politique qui participe activement à cette fascisation : police toujours plus puissante et violente (même hors répression du mouvement social), stigmatisation et criminalisation des étrangers et des personnes racisées...**

« Oui, la fascisation au sens de préparation à un pouvoir fasciste ou néofasciste n'est pas seulement idéologique. Elle est aussi matérielle : la transformation de l'État dans le sens d'un État d'exception peut commencer avant la conquête du pouvoir par les fascistes. Et là, on peut enchaîner les faits : concentration du pouvoir dans l'exécutif à un niveau sans précédent (même dans le cadre d'une Ve République particulièrement présidentialiste, pour ne pas dire bonapartiste), lois liberticides accroissant l'arbitraire d'État (asile-immigration, sécurité globale, séparatisme...), militarisation de la police, répression policière et judiciaire jamais vue depuis des décennies – dans le cas des Gilets jaunes notamment, mais le traitement de la manifestation de Sainte-Soline se situait dans le prolongement direct de cette répression. »

**Une manifestation a récemment fait parler d'elle : celle dans les rues de Paris le 6 mai de quelque 500 militants faisant des saluts nazis et arborant des croix celtiques. Est-ce le signe qu'un nouveau cap a été franchi dans la montée de l'extrême droite en France ?**

« Difficile à dire et pas sûr que la branche extraparlamentaire de l'extrême droite progresse globalement, mais il y a, semble-t-il, une progression en son sein de la frange la plus violente – dite "nationaliste-révolutionnaire", en fait néonazie. Tous ces groupuscules ont besoin d'exister face à une contestation sociale exceptionnelle ces derniers mois, et face à la branche parlementaire de l'extrême droite, le FN/RN. Celui-ci a conquis beaucoup de terrain mais se caractérise, de leur point de vue, par une stratégie beaucoup trop institutionnelle. Eux veulent intervenir de manière beaucoup plus volontariste et militante dans ce qu'ils

imaginent être une guerre civilisationnelle et raciale, voire accélérer cette guerre, promouvoir une politique d'affirmation blanche. Donc ils prennent des initiatives. Ils sont très dangereux en tant que milices, donc il faut les prendre au sérieux et riposter, les empêcher de se développer. Mais il ne faut pas les surestimer politiquement. Ils restent numériquement faibles, n'ont pas d'implantation sociale et je doute que les marches aux flambeaux, les slogans néonazis ou les chants militaires leur permettront de construire une telle implantation. En tout cas, ils ne doivent pas nous faire oublier que le danger central aujourd'hui, du point de vue de la lutte antifasciste, c'est la fascisation de l'État et la conquête du pouvoir politique par le FN/RN. »

**Comment faire face à ce danger ? Comment lutter contre une montée de l'extrême droite qui semble sans cesse plus inéluctable ?**

« Il n'y a pas de recettes miracles, mais on peut pointer trois directions globales à mon avis. D'abord, le renforcement de notre capacité collective d'autodéfense, à la fois contre une police largement fascisée et contre l'extrême droite de rue. C'est quelque chose qui doit être pris au sérieux et en charge par l'ensemble de la gauche et des mouvements sociaux, sans le déléguer à des forces ou collectifs qui seraient préposés à l'affrontement physique.

Un deuxième aspect, c'est la bataille politico-culturelle : renforcer notre capacité hégémonique ou contre-hégémonique. Ça passe par construire des solidarités concrètes et faire de la politique (au bon sens du terme) partout où nous sommes – lieux de travail, quartiers, villages, universités, lycées, etc. Ça passe aussi bien sûr par le fait de développer nos médias ou de multiplier les débats publics (notamment hors des zones où la gauche radicale se sent souvent le plus à l'aise : les centres-ville des grandes métropoles). Ça suppose aussi de se préoccuper en permanence de la manière dont nos pratiques et nos discours peuvent être compris, de se demander s'ils peuvent contribuer à une clarification des enjeux politiques, dans le sens de l'égalité, et accroître notre puissance collective.

Enfin, il y a le problème de l'alternative politique : si l'on refuse la fausse alternative, terrible, entre macronisme et lepénisme, nous devons forcément et urgemment construire notre propre force, un pôle d'attraction politique à la fois radical et unitaire. Ce qui suppose aussi d'avoir l'objectif explicite, non pas simplement de résister, mais de conquérir le pouvoir, d'engager une rupture avec plusieurs décennies de politiques néolibérales, racistes, productivistes, etc. En somme d'ouvrir une brèche dans ce système d'exploitation et d'oppression. »

**Propos recueillis par Benoît Godin. Publié sur le site CQFD.**

1 Citons aussi La possibilité du fascisme – France, la trajectoire du désastre (La Découverte, 2018) et plus récemment Face à la menace fasciste – Sortir de l'autoritarisme (avec Ludivine Bantigny, Textuel, 2021).

## Rapide synthèse de nos échanges

- Il convient tout d'abord de ne pas résumer le travail de Palheta à cet article : trop bref, trop synthétique, il prête effectivement le flanc à une critique d'importance, notamment par son titre, mais aussi par quelques formules abruptes. Les développements de son travail, bien plus riches et précis, insistent sur un processus nommé fascisation d'un point de vue global, et qui englobe la montée de l'extrême droite en Europe, sur le continent américain ou en Inde, la fuite en avant autoritaire de partis "de gouvernement" au pouvoir allant jusqu'à la création de coalitions droite/extrême-droite, la répression des mouvements sociaux, une infiltration des notions et références de l'extrême-droite dans le débat public... C'est donc bien à un processus que l'auteur fait référence et pas, pour la France, à une caractérisation du régime macroniste. (cf articles Contretemps, infra)

- Mais dans cet article, le distinguo est moins évident, présentant un risque de confusion aux conséquences majeures : donner l'impression d'affirmer la fascisation du pouvoir macronien serait prendre le risque de franchir un cap supplémentaire dans la banalisation de l'extrême droite, avec pour conséquence de la présenter sous un jour à son avantage : un régime tout aussi autoritaire, mais le vernis "social" en plus. 2 assertions qui pourraient tout à fait satisfaire le RN, d'autant plus que l'une est franchement optimiste, et la seconde mensongère, ne serait-ce que si on regarde ses votes à l'Assemblée, mais plus largement le lien fort avec la bourgeoisie qui est une des conditions en même temps qu'une caractéristique des pouvoirs « fascistes ».

- S'est donc posée la question des caractérisations à donner aux différents phénomènes, et au manque d'unité conceptuelle que nous constatons. Si Palheta distingue dans son travail le néo-fascisme contemporain et le processus de fascisation, du fascisme historique apparu dans l'entre-deux guerre, on peut considérer qu'il n'est pas sans risque de dénoncer un fascisme qui ne serait pas identifié comme tel dans la population et donner l'impression que l'on crie au loup. De même il tend à assimiler, dans un processus certes, des régimes différents en risquant d'en invisibiliser les caractéristiques particulières, et donc certaines de leurs dynamiques. L'ouvrage de Maryline Benquet (La finance autoritaire, cf infra) invitée aux amfis 2022 par Clémentine Autain aux côtés de Palheta travaille la question des libertariens, de leur poids dans des phénomènes politiques comme le Trumpisme par exemple, et leurs apports tant idéologiques que financiers dans la conquête du pouvoir par l'extrême-droite.

- Enfin, un débat dans le débat a éclos sur le parallèle à faire avec les années autour de 68 et la résurgence à l'époque de groupuscules violents liés au fascisme historique dans le contexte d'un état gaullien « fort ». Un parallèle certes intéressant, mais qui se heurte à au poids de l'extrême-droite revendiquée comme telle à l'époque et aujourd'hui.

Mais plusieurs choses sont aujourd'hui différentes et donnent corps au concept de "fascisation" :

- alors qu'à l'époque, l'extrême-droite organisée se résumait à de petites organisations passéistes plus ou moins dangereuses et plus ou moins supplétifs des forces de la "droite dure", aujourd'hui il existe un parti

d'ED avec 88 députés et une place dans le jeu politique qui lui permet d'exercer à terme des responsabilités gouvernementales et une nébuleuse politico-culturelle qui mène une guerre idéologique sans aucune commune mesure avec celle des années 70.

- Ce phénomène n'est pas propre à la France, mais s'observe dans la plupart des pays européens, où ces partis commencent à arriver au pouvoir, seuls ou dans des coalitions où ils sont parfois majoritaires.

- Malgré des ripolinages de façade, ces partis peuvent transgresser les tabous historiques issus de la 2eme guerre mondiale et de la Résistance. Et ainsi se référer plus ou moins ouvertement à ce que nous appelons le fascisme : le RN et Zemmour se contorsionnent autour du Pétainisme et de la Collaboration et puisent leurs références chez les penseurs d'ED de l'entre-deux guerres. Vox est ouvertement l'héritier du franquisme, Meloni et Fratelli d'Italia sont ouvertement engagés dans une entreprise de révision historique du fascisme italien et de la Résistance qui vise à exclure la référence antifasciste de la Constitution italienne. Citons enfin les références ouvertement néonazies (même si elles sont mises maladroitement sous la table) des dirigeants des partis d'ED scandinaves.

Le cas allemand, de l'AfD, nécessiterait une analyse un peu plus précise.

Synthétiquement :

- nous avons fait le constat partagé qu'il manquait un travail de convergence sémantique pour qualifier tant le régime macroniste dans sa dérive autoritaire que le RN et le mouvement global qui porte au pouvoir des partis d'extrême droite en Europe, sur le continent américain, en Inde, etc. La difficulté à nommer les choses comme reflet et comme frein à mieux les appréhender pour les combattre au mieux.

- La racine « fascisme » (fascisation, néo-fascisme...) a certes sa pertinence, et que son emploi ne remettait pas en cause le travail de Palheta dans la description du processus, de ce qui le porte (crise politique du néolibéralisme, analyse matérialiste du « moment » capitaliste actuel...) et de ce qui ne parvient pas à l'enrayer (la gauche pour faire vite).

- Pourtant, le terme porte en lui sa propre limite : le fascisme fait-il référence à un type de régime avec des caractéristiques précises (cf Andreu Nin, cf infra) ? Ou est-ce une catégorie plus générale des régimes d'extrême-droite qui articuleraient à des degrés divers diverses caractéristiques du fascisme en soit ? Question d'appréciation, question de stratégie politique quant à la meilleure manière d'alerter sur le danger que constitue l'extrême-droite pour la combattre. Notons que le choix de Palheta de présenter des processus historiques autour de la notion de fascisation, si elle est efficace, n'est pas sans risques : celui de contribuer à effacer la frontière entre « libéralisme autoritaire » et « régime d'extrême-droite », et donc de banaliser un peu plus celle-ci ; celui de désigner par fascisme des régimes actuels qui ne seraient pas perçus comme tel, tant la « forme » de ceux-ci est différentes de leur forme « classique » dans l'imaginaire collectif (chemises brunes, endoctrinement paramilitaire de masse...).

- Enfin, on a pu pointer la faiblesse des perspectives

que Palheta propose pour s'opposer au processus de montée de l'extrême-droite/fascisation. Des perspectives qui dans tous les cas seront politiques, et pas du ressort du seul chercheur, même militant.

Ci-dessous certaines des références mises au débat.

Benquet, M., & Bourgeron, T. (2021). La finance autoritaire : Vers la fin du néolibéralisme. Raisons d'agir éditions. <https://www.raisonsdagir-editions.org/catalogue/la-finance-autoritaire/>

Interdictions ? Dissolutions ? Grande confusion ! (2023, juin 10). Gauche Écosocialiste. <https://gauche-ecosocialiste.org/interdictions-dissolutions-grande-confusion/>

Le RN au pouvoir ? Un « risque nécessaire » pour le patron du MEDEF - L'insoumission. (2023, mars 28). <https://linsoumission.fr/2023/03/28/alliance-rn-medef/>

MORDER, R. (2023, janvier 28). « Qu'est-ce que le national-socialisme ? » Relire Trotsky 90 ans après 1933.

Mediapart | Le Club. <https://blogs.mediapart.fr/robimorder/blog/280123/qu-est-ce-que-le-national-socialisme-relire-trotsky-90-ans-apres-1933>

Nin, A. (1930, mars). Le fascisme italien. [https://www.marxists.org/francais/nin/works/1930/03/nin\\_19300300.htm](https://www.marxists.org/francais/nin/works/1930/03/nin_19300300.htm)

Palheta, U. (2020, septembre 28). Fascisme. Fascisation. Antifascisme. CONTRETEMPS. <https://www.contretemps.eu/fascisme-fascisation-antifascisme/>

Palheta, U. (2022, octobre 28). Crise du capitalisme et ascension du néofascisme. CONTRETEMPS. <https://www.contretemps.eu/crise-capitalisme-ascension-internationale-neofascisme-palheta/>

Schmitt, C., Heller, H., & Chamayou, G. (2020). Du libéralisme autoritaire. Zones. <https://www.editions-ladecouverte.fr/du-liberalisme-autoritaire-9782355221484>

## FICHE TECHNIQUE

*Rubrique consacrée à des présentations rapides d'organisations ou de courants de l'extrême-droite. Nous débutons cette rubrique par une fiche consacrée au rapport entre l'extrême-droite et le féminisme.*

### Féminisme d'extrême-droite

Au-delà des fantasmes sur le genre c'est l'égalité femmes / hommes que refusent les féministes d'ext-d. Les mobilisations contre le « mariage pour tous », contre « la théorie du genre » et les Abcd de l'égalité ont permis le réveil d'une France traditionaliste qui a réinvesti les réseaux de l'Église catholique et essaie de peser politiquement.

Ainsi le projet de loi instaurant le « mariage pour tous », comme s'y était engagé François Hollande, a fait descendre dans la rue une autre France, se revendiquant de la « Manif pour tous ».

Derrière le refus d'une reconnaissance sociale de l'homosexualité émergeait la vision de l'indifférenciation des sexes. Cette phobie s'est cristallisée avec la théorie du genre avec les Abcd de l'égalité. La rumeur a pris de l'ampleur, parler d'égalité entre les sexes reviendrait à parler de sexualité à des enfants, les inciter à l'homosexualité et pire encore à changer de sexe.

Par ailleurs la droite, courant après son électorat, ne craint pas de reprendre à son compte les fantasmes en tous genres. Le gouvernement de François Hollande a reculé et repoussé la légalisation de la PMA pour les lesbiennes.

Les mouvements sociaux conservateurs semblent avoir gagné une bataille idéologique sur la remise en question de la famille, par nature composée d'un père et d'une mère, et la mise sur le même plan de l'homosexualité et de l'hétérosexualité... Dans le sillage du « mariage pour tous », tout projet concernant la famille est vécu comme une mise en danger de l'enfant, comme un démantèlement de la structure familiale, comme une menace pour « la civilisation ». Ce sont des femmes qui ont mené cette offensive. Des femmes en compétition les unes avec les autres pour la direction du mouvement LMPT, Frigide Barjot, Brigitte Bourges (porte-parole

du Printemps français), Ludivine de la Rochère, présidente de la « Manif pour tous », et Farida Belgoul, jadis marcheuse pour l'égalité, aujourd'hui ralliée à l'extrême droite et à l'initiative de la « journée de retrait de l'école ». À côté d'elles, l'éternelle Christine Boutin apparaît comme modérée. Elles s'engagent contre l'égalité.

Quand Marine Le Pen au nom du féminisme et de la laïcité défend les droits des femmes, le cœur du discours reste le même : la préférence nationale. Utiliser le féminisme pour mieux faire passer des idées très conservatrices du rôle « naturel » de l'homme et, surtout, de celui de la femme, et s'adresser à un électorat jusqu'ici majoritairement masculin qu'elle contribue à élargir en le féminisant.

On peut caractériser cela de fémonationalisme. Ce terme fait écho aux nombreux débats sur l'instrumentalisation de l'égalité entre femmes et hommes, à des fins racistes et non à une supposée collusion ou d'alliance entre les féministes et les nationalistes. Le fémonationalisme doit être compris comme une idéologie qui allie nationalisme, mythe d'une parenté ethnique commune, xénophobie et économie. Le fémonationalisme, c'est la mobilisation contemporaine des idées féministes par les partis nationalistes et les gouvernements néolibéraux sous la bannière de la guerre contre le patriarcat supposé de l'Islam en particulier et des migrants du Tiers monde en général.

Imposer une idée de l'égalité des genres et de la libération des femmes aux communautés migrantes, passe par l'idée que leur adoption du mode de vie féminin occidental faciliterait leur propre intégration dans la société occidentale. Ainsi les femmes sont perçues comme les vecteurs de l'intégration, sur un mode proche de l'assimilation. Les discours concernant l'intégration des migrants s'appuient sur une analyse

générée : ce sont les hommes, et non les femmes, qui créent des problèmes dans le processus d'intégration, les hommes étant perçus comme représentant un danger culturel pour l'Europe. Par ailleurs les musulmanes se voient refuser tout libre-arbitre puisqu'elles sont opprimées par les hommes.

En effet un grand nombre de migrantes sont employées essentiellement dans une branche de l'économie : le secteur domestique et des soins, dans lesquels la soustraction à une autre femme du travail domestique et des soins est largement acceptée. Ainsi elles ne sont plus perçues comme celles qui volent le travail ou profitent des aides sociales, les femmes migrantes sont les « domestiques » qui aident à maintenir le bien-être des familles et des individus européens.

Ainsi les partis d'extrême droite essaient de nous convaincre qu'ils se préoccupent des droits des femmes et qu'ils veulent combattre l'Islam pour défendre ces droits, réclament l'émancipation des femmes migrantes et musulmanes tout en les dirigeant vers la sphère de laquelle le mouvement féministe avait historiquement tenté de libérer les femmes. Il est important de mentionner ici le rôle actif des gouvernements de droite et de certains partis de droite nationalistes dans ces politiques visant à orienter ces femmes dans le secteur des soins et du secteur reproductif domestique ou social.

Par exemple, lors de la crise économique mondiale de 2007-2011, le gouvernement italien de Berlusconi a supprimé de nouveaux quotas d'immigration, présentés comme une réponse à la crise économique qui semblait avoir rendu inutile le recours aux travailleurs migrants. Cependant, une exception a été faite pour les travailleuses domestiques et de soins. En 2009, le gouvernement a donc accordé une régularisation uniquement pour les migrants irréguliers qui travaillaient comme domestiques, car c'était considéré comme le seul secteur où la demande de main-d'œuvre ne pouvait être satisfaite par l'offre nationale. Les partis anti-immigrés de droite, telle que la Ligue du Nord, étaient prêts à fermer les yeux sur les sans-papiers quand il s'agit de femmes travaillant dans le secteur domestique et des soins, même en période de crise économique. Le collectif Némésis, groupe né à Paris en 2019 s'est étendu en province. Les militantes s'activent principalement sur les réseaux sociaux avec l'organisation de visioconférences et d'interviews. Némésis se veut refuge des femmes désabusées, déçues des féminismes actuels et recrute des femmes pour des

événements d'extrême droite, comme la marche anti PMA-GPA, le rassemblement de Génération Identitaire (aujourd'hui dissoute) contre l'islamisme et la « fête de Synthèse Nationale ». Pour les Némésis, le féminisme dénature la féminité. Elles sont contre l'immigration, plus que contre le patriarcat. Elles associent immigration et violences sexuelles. Ainsi, Némésis ne veut pas virer dans la « paranoïa », « la peur de l'homme » et vient dire à ceux qui se sentent menacés : nous aimons les hommes, nous défendons les hommes – blancs – et nous n'allons pas (trop) les remettre en question. Sur le plateau de TV Libertés, chaîne audiovisuelle d'extrême droite, la fondatrice du collectif affirmait en mars 2020 « nous sommes les grandes défenseur.es des hommes blancs, aujourd'hui pointés du doigt ».

Dans leur manifeste, les identitaires se définissent plusieurs objectifs. Dénoncer toutes les violences faites aux femmes, dénoncer l'impact dangereux de l'immigration sur les femmes occidentales et promouvoir la civilisation européenne comme berceau de leur épanouissement. Ironiquement, elles invitent femmes et hommes issus de l'immigration à rejoindre leur combat patriotique. En pointant du doigt les étrangers, le collectif omet la responsabilité d'hommes blancs dans les mécanismes de domination vis-à-vis des femmes. Elles attaquent les immigrés et leur système patriarcal qu'elles considèrent comme une atteinte aux droits des femmes françaises. » La façon dont le discours anti-immigration a été repris, par des jeunes et plus particulièrement, des femmes, tend à le légitimer. Il utilise des arguments d'expérience permettant de penser une réalité comme une généralité. Par exemple, si plusieurs femmes sont victimes de harcèlement par des arabes ou des noirs, les militantes vont utiliser ces expériences pour dire que les harceleurs, agresseurs sexuels ou violeurs sont la plupart du temps arabe ou noir. Les militantes veulent confirmer leur pensée en exposant des faits divers allant dans ce sens. Se rajoute à cela la possibilité que les occidentaux soient « minoritaires » par rapport aux « immigrés » d'ici quelques années : le concept du grand remplacement. Le projet du Collectif Némésis n'est pas de dénoncer l'oppression dont peuvent être victimes les femmes mais l'islamisation de la société qui ferait que d'ici quelques années, toutes les femmes en France porteraient le hijab (ou le niqab). Leurs objectifs sont clairement ceux de l'extrême droite: sécuritaires, anti-immigration et anti-islam.



### **L'extrême-droite radicale mène la bataille du web** Achraf Ben Brahim

Dans son récent ouvrage, Pourquoi l'extrême-droite domine la toile (Pourquoi l'extrême-droite domine la toile, Le grand remplacement numérique, éditions de l'Aube et Fondation Jean Jaurès, Paris, 2023), Achraf Ben Brahim [1], montre comment une partie de l'extrême-droite radicale a su faire usage d'Internet pour diffuser ses idées. D'abord lieu de repli contre les médias traditionnels, le web est devenu en une dizaine d'année un espace politique à part entière pour les fachos de tous poils.

#### **L'art de tisser sa toile**

Sur Internet les fachos bricolent. Et ça marche. Un smartphone, une caméra, un fond vert et une table de mixage dans un sous-sol suffisent pour créer des vidéos vues des centaines de milliers de fois. Youtube, Tik Tok, Twitter, Facebook tous les supports en ligne sont utilisés pour répandre leurs idées. Depuis une décennie, des militants d'extrême-droite créent un écosystème numérique où se mêlent des contenus humoristiques et viraux à des analyses. Du même se voulant drôle à la théorie du grand remplacement il n'y a que quelques clics.

Un sens aigu de la vente en ligne couplé à des financements participatifs permettent à des figures comme Alain Soral, Papacito, Le Raptor Dissident ou Henri de Lesquen de diffuser leurs thèses complotistes, racistes, violentes. Ils ont ouvert la voie à une génération de militants numériques menant la bataille culturelle sur Internet à coups de vidéos, de stories et de tweet.

L'ouvrage de Ben Brahim détaille la pluralité et la montée en puissance de ces discours, exhibe leurs sources de financement et mesure leur impact sur le public. Le live de Daniel Conversano, suprémaciste blanc, couvrant la soirée

présidentielle de 2022 sur Youtube a talonné de quelques centaines de vues l'émission en ligne du Monde.

#### **Du virtuel au réel**

Ces discours virtuels ont des effets réels.

La présence sur Twitter est forte, elle présente quatre avantages. Gonfler la notoriété d'une personnalité ou d'un événement politique. Relayer des fake – news, harceler des opposants et créer des contenus courts se diffusant vite pour mener des offensives rapides. L'extrême-droite parvient ainsi à forcer les décideurs politiques à prendre position sur des sujets qu'elle impose ou dont elle s'empare.

Internet est un moyen de faire de la politique et d'influencer l'opinion publique. C'est une passerelle vers la télévision. Les plateaux de CNEWS font le plein de chroniqueurs ayant fait leurs armes sur le web. L'émission Touche pas à mon poste pioche dans ce vivier d'influenceurs. A ses pics d'audience, le programme de C8 touche près de deux millions de personnes.

Avec des moyens limités l'extrême-droite radicale a su étendre son influence, s'adapter à de nouveaux publics et faire du web un élément de la bataille culturelle et politique. Pourquoi l'extrême-droite domine la toile explore avec précision les ressorts de cette réussite.

[1] Achraf Ben Brahim est diplômé de l'Ecole de guerre économique de Sciences Po. Il est entrepreneur et consultant dans le secteur numérique.

